



Beaurains, le 30 novembre 2023

Mesdames et Messieurs les
Membres du Conseil Municipal

N° 05/23
PA/LF/MD

CONVOCATION

Cher(e) Collègue,

Je vous convie à participer à la séance du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra le :

MERCREDI 6 DÉCEMBRE 2023 à 19H00

En Mairie – salle du conseil municipal

dont vous trouverez l'ordre du jour ci-annexé.

Veuillez croire, Cher(e) Collègue, en l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Maire,
Pierre ANSART



P.S. : Vous trouverez ci-joint un exemplaire du pouvoir à compléter en cas d'absence ou d'indisponibilité à retourner :
m.delmotte@mairie-beaurains.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 6 DÉCEMBRE 2023

ORDRE DU JOUR

Rapporteur Monsieur ANSART:

1 - Référent déontologue

2 - Convention d'entente intercommunale entre les villes d'Achicourt et de Beaurains pour la construction et le fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique et du PCSEi du service mutualisé - Avenant n°1

3 - Création de poste - référent initiatives jeunes à temps non complet

4 - Modification du tableau des effectifs 1er janvier 2024 - Mutation

5 - Modification du tableau des effectifs 1er janvier 2024

6 - Modification du tableau des effectifs 1er janvier 2024 à temps non complet

7 - Ecole municipale de musique mis à jour du tableau des emplois.

8 - Participation à la prévoyance - Volet Santé - Indice médian et revalorisation de la participation communale 2024

9 - Dérogation au repos dominical pour l'année 2024

10 - Forfait Mobilité Durable

11 - AFR - renouvellement de ses membres

12 - Rétrocession d'un terrain dans le nouveau cimetière - AD12-C15

13 - Rétrocession d'un terrain dans le nouveau cimetière - AD13-C01

Rapporteur Monsieur PETIT

14 - Adhésion au dispositif Pass Jeunes 2024

15 - Prise en charge des formations BAFA 2024

16 - Bourse au permis de conduire 2024

17 - Accueil des enfants des Communes de Boiry-Becquerelle, Boisleux-au-Mont et Boisleux-Saint-Marc

Rapporteur Monsieur VENEL

18 - Récupération des eaux pluviales des bâtiments publics - Demande de mobilisation de fonds

19 - Enquête publique - demande d'autorisation environnementale - ROLL GOM

Rapporteur Monsieur DUPOND

20 - Entretien des terrains de football de la ville de Beaurains

21 - Mobilisation du fond DATL 2024

22 - Avances sur subventions 2024

23 - Subventions Associations 2023

24 - Renouvellement de la ligne de Trésorerie Crédit Agricole 2024

25 - Autorisation d'exécution partielle des nouvelles dépenses d'investissement 2024 avant le vote du budget primitif 2024

26 - Travaux en régie 2023

BEAURAINS, le 30/11/2023

Le Maire,
Pierre ANSART



L'an deux mil vingt-trois, le six décembre, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ordinaire, en Mairie – Salle du Conseil Municipal, après convocation légale (le 30 novembre 2023), sous la présidence de M. PETIT Jean-Louis, 1^{er} adjoint au Maire.

Date d'affichage : le 30 novembre 2023

Nombre de conseillers en exercice : 29

Nombre de votants : 22

Présents : 18

Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme DUPOND Anne, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, Mme FRUCHART Christelle, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, Mme LETUPPE Sylvie, M. MOUTON Patrice, M. PETIT Jean-Louis, M. SCOAZEC Jean-Jacques, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent.

Excusés : 4

- M. ANSART Pierre donne pouvoir à M. PETIT Jean-Louis,
- Mme BETREMIEUX Christina donne pouvoir à Mme DUPOND Anne,
- M. HURET Hervé donne pouvoir à M. DUPOND Cédric,
- Mme DERA EVE Caroline donne pouvoir à Mme GALLET Sabine.

Absents : 7

Mme CAPET Carine, M. EVRARD Michel, M. GACI Jérémy, Mme LANCE BARSACQ Emilie, M. RENARD Sébastien, Mme SEGUELA Véronique, Mme TOURNEMAINE Myriam.

Secrétaire de séance : M. SCOAZEC Jean-Jacques

Début de la séance : 19h10

Numéro des délibérations	Objet	Résultat du vote
CM_2023_12_06_01	Référent déontologue	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_02	Convention d'entente intercommunale entre les villes d'Achicourt et de Beaurains pour la construction et le fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique et du PCSEi du service mutualisé - Avenant n°1	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_03	Création de poste - référent initiatives jeunes à temps non complet	Adopté avec 21 voix pour - 1 abstention
CM_2023_12_06_04	Modification du tableau des effectifs 1er janvier 2024 - Mutation	Adopté avec 21 voix pour
CM_2023_12_06_05	Modification du tableau des effectifs 1er janvier 2024	Adopté à l'unanimité

CM_2023_12_06_06	Modification du tableau des effectifs 1er janvier 2024 à temps non complet	Adopté avec 21 voix pour
CM_2023_12_06_07	Ecole municipale de musique mis à jour du tableau des emplois	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_08	Participation à la prévoyance - Volet Santé - Indice médian et revalorisation de la participation communale 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_09	Dérogation au repos dominical pour l'année 2024	Adopté avec 14 voix pour – 5 contres – 3 abstentions
CM_2023_12_06_10	Forfait Mobilité Durable	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_11	AFR - renouvellement de ses membres	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_12	Rétrocession d'un terrain dans le nouveau cimetière - AD12-C15	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_13	Rétrocession d'un terrain dans le nouveau cimetière - AD13-C01	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_14	Adhésion au dispositif Pass Jeunes 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_15	Prise en charge des formations BAFA 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_16	Bourse au permis de conduire 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_17	Accueil des enfants des Communes de Boiry-Becquerelle, Boisleux-au-Mont et Boisleux-Saint-Marc	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_18	Récupération des eaux pluviales des bâtiments publics - Demande de mobilisation de fonds	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_19	Enquête publique - demande d'autorisation environnementale - ROLL GOM	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_20	Entretien des terrains de football de la ville de Beaurains	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_21	Mobilisation du fond DATL 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_22	Avances sur subventions 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_23	Subventions Associations 2023	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_24	Renouvellement de la ligne de Trésorerie Crédit Agricole 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_25	Autorisation d'exécution partielle des nouvelles dépenses d'investissement 2024 avant le vote du budget primitif 2024	Adopté à l'unanimité
CM_2023_12_06_26	Travaux en régie 2023	Adopté à l'unanimité

La séance est levée à 20h00.

Le Maire,
Pierre ANSART



Jean-Louis PETIT :

On vient de recevoir un écrit des 4 collègues de Beaurains Demain. Ils boycottent le conseil de ce soir prétextant qu'ils n'ont pas été avertis de la date du conseil dans les délais ; Ils avaient retenu la date du 13 décembre que nous avons modifié consécutivement au repas des aînés et à l'enquête que Eric va vous lire tout à l'heure. On a vérifié avec Marine, tout a été fait dans les délais. 5 jours c'est largement assez pour lire. Je mets la lettre de l'opposition dans le dossier, on l'archivera.

Le secrétaire de séance est Jean-Jacques SCOAZEC.

Jean-Louis PETIT :

Approuvez vous le compte rendu procès-verbal du conseil municipal du 11 octobre ? Y a-t-il des observations ?

Cédric DUPOND :

Laurent me dit qu'il a vérifié mais il me semble que dans le compte rendu il y a la date du conseil suivant avec la date d'aujourd'hui.

Jean-Louis PETIT :

Pas d'observation si ce n'est, si on trouve la date.

1. Référent déontologue

Monsieur ANSART expose :

Mesdames, Messieurs,

Depuis la loi du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, les élus sont tenus de respecter des principes déontologiques consacrés par une « Charte de l' élu local ».

Cette charte, reprise à l'article L. 1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dont il est donné lecture lors de l'élection du Maire, des adjoints, du Président et des Vice-présidents, fixe les 7 principes déontologiques que tout élu local devra respecter durant son mandat, notamment la nécessité d'exercer son mandat avec « impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité » ainsi que la poursuite par l' élu « du seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel ». Cette charte instaure de fait un cadre de prévention des risques d'infraction au sein des collectivités et de leurs groupements.

L'article 218 de la Loi n°2022-217 du 21 février 2022, dite « Loi 3DS », a complété les dispositions précitées s'agissant de la Charte de l' élu local, en introduisant la fonction de « référent déontologue ». Ainsi, « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la Charte ».

Le Décret n°2022-1520 et son arrêté d'application, tous deux datés du 6 décembre 2022, ont quant à eux défini les modalités et les critères de désignation de ce référent déontologue ainsi que les obligations et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de ses missions.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} juin 2023.

Ainsi, le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant.

Plusieurs collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes.

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Elles peuvent être, selon les cas, assurées :

- par une ou plusieurs personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

ou

- par un collège, composé de personnes n'ayant aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci. Dans ce cas, le collège adopte alors un règlement intérieur précisant son organisation et son fonctionnement.

Considérant que toutes les collectivités et leurs groupements, quelle que soit leur taille, doivent désigner un référent déontologue pour conseiller les élus locaux ;

Considérant que dans le cadre de ses attributions, le référent déontologue ne recevra d'instructions d'aucune autorité communale de façon à ce qu'il puisse exercer ses missions en toute indépendance et impartialité ;

Considérant que ce référent déontologue ne doit détenir aucun mandat d'élu local au sein des collectivités et/ou groupements de collectivités auprès desquels il est désigné, ne plus en avoir exercé depuis au moins trois ans, ne pas être agent de ces collectivités et/ou groupements de collectivités et ne pas se trouver pas en situation de conflit d'intérêt avec ceux-ci ;

Considérant que le rôle du référent déontologue consistera à conseiller les élus locaux s'agissant uniquement du sens et de la portée des obligations déontologiques qui leur incombent, à prévenir tout risque de manquements au devoir de probité et à diffuser des bonnes pratiques au sein des collectivités et de leurs groupements ;

Considérant que le référent déontologue pourra être sollicité gracieusement par tout membre de l'assemblée délibérante dans le respect notamment des principes d'impartialité et d'indépendance, de compétence et d'efficacité et d'écoute ;

Considérant que cette saisine devra intervenir par voie écrite, par mail à l'adresse dédiée qui sera communiquée à l'ensemble des membres du Conseil Municipal ou par courrier en Mairie de Beaurains (en cas de saisine par courrier, celle-ci devra être cachetée, porter la mention « confidentiel » et être adressée à l'attention du référent) ;

Considérant que le référent déontologue devra étudier les éléments transmis par l'élu, il pourra demander des informations complémentaires et s'entretenir avec l'élu afin de préparer son conseil ;

Considérant que le référent déontologue s'engage à donner une réponse écrite et circonstanciée à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande ;

Considérant que son avis n'a pas d'effet contraignant et que l'élu reste libre de ne pas suivre les recommandations du référent déontologue ;

Considérant que le référent déontologue est tenu au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du Code Pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ;

Considérant que ses fonctions expireront, dès la désignation d'un ou de ses successeurs, au terme du mandat communal en cours ou au plus tard 6 mois après le renouvellement du Conseil Municipal afin d'assurer la continuité des affaires traitées ;

Considérant que la rémunération du référent ne s'impose pas et prend - sur décision de l'organe délibérant - la forme de vacations dont le montant ne peut pas dépasser un plafond fixé par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales ;

Considérant que lorsque les missions de référent déontologue sont assurées par une ou plusieurs personnes, le

montant maximum de l'indemnité pouvant être versée par personne désignée est fixé à 80 euros par dossier conformément à l'article 2 de l'arrêté du 6 décembre 2022 ;

Considérant qu'en complément de la rémunération suscitée, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales peut - sur décision de l'organe délibérant - rembourser les frais de transport et d'hébergement dans les mêmes conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale ;

Considérant que pour exercer ses missions, le référent déontologue bénéficiera des moyens nécessaires à l'exercice de ses missions, à savoir la mise à disposition de locaux en Mairie de Beaurains et du matériel - notamment informatique – nécessaire ;

Compte tenu de tout ce qui précède, il vous est aujourd'hui proposé de bien vouloir :

- Instituer la fonction de référent déontologue telle que reprise à l'article L. 1111-1-1 du CGCT ;
- Désigner Maître Didier ROBIQUET, ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats d'Arras, en qualité de référent déontologue, eu égard à son expérience et ses compétences ;
- d'approuver les modalités de saisine, d'examen de celle-ci et les conditions dans lesquelles les avis seront rendus, telles que reprises ci-dessus ;
- acter des moyens mis à sa disposition et nécessaires à l'exercice de ses fonctions, tels que décrits ci-dessus ;
- fixer à 80 € par dossier le montant de l'indemnité due au référent ainsi désigné ;
- dire qu'il exercera ses fonctions jusqu'au terme du mandat communal en cours ou au plus tard 6 mois après le renouvellement du Conseil Municipal afin d'assurer la continuité des affaires traitées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Jean-Louis PETIT :

A partir du 1^{er} juin, tout élu peut consulter un référent déontologue dédié. Vous avez lu quelles sont ses missions et bien sûr ce déontologue ne peut pas être un élu de la collectivité. On vous propose de désigner Maître Didier ROBIQUET qui est l'ancien bâtonnier de l'ordre des avocats d'Arras en qualité de référent déontologue eu égard à son expérience et ses compétences. Vous avez les conditions pour le saisir, l'indemnité par dossier est de 80 euros. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°1 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

2. [Convention d'entente intercommunale entre les villes d'Achicourt et de Beaurains pour la construction et le fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique et du PCSEi du service mutualisé – Avenant n°1](#)

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les dispositions des articles L 5221- 1 et L 5221-2 ;

Vu la délibération n° 29/06/2022-03-043 de la ville d'Achicourt en date du 29 juin 2022 relative au projet de construction et de fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique ;

Vu la délibération de la ville de Beaurains en date du 05 octobre 2022 relative au projet de construction et de fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique.

Une convention d'entente a été signée le 11 octobre 2022 entre les communes d'Achicourt et de Beaurains pour la création d'un équipement de lecture publique.

Cette convention définit principalement le cadre attendu pour la future médiathèque, les règles de participation des villes aux projets et le futur fonctionnement de cet équipement.

À mesure de l'avancée du projet, et notamment dans la définition du futur service incarné par le PCSESi (Projet Culturel, Scientifique, Économique et Social intercommunal), il apparaît des modifications à intégrer qui faciliteront la gestion du service mutualisé dans le temps. Ces modifications concernent :

- La gouvernance : donner à l'Entente la compétence de piloter le PCSESi ;
- L'organisation de service : les apports RH de la ville de Beaurains et les règles de répartition financière des charges de service (notamment au regard de l'évolution des équipes du début du projet à ce jour).

Afin d'assurer une organisation partagée, fluide et transparente au projet de service qui donnera vie à l'équipement il est proposé de modifier les chapitres et articles suivants :

CHAPITRES	ARTICLES/ALINÉAS	MODIFICATIONS
Introduction	Titre et Exposé des motifs	Ajouter le pilotage du PCSESi
1 Dispositions générales	1-1 : Création	Ajouter le pilotage du PCSESi
	1-2 : Objet	Ajouter le pilotage du PCSESi
	5-1 La conférence intercommunale	Évolution de son objet au pilotage du PCSESi
	5-2 Désignation des membres	Modifier la désignation au scrutin secret majoritaire de 3 membres titulaires et un suppléant par une organisation Adhoc
	5-4 Représentant de l'État	Modifier « représentant de l'État » par « Représentants des partenaires des communes » et intégrer dans l'alinéa l'ensemble des partenaires du projet MAB – construction et PCSESi
2 Dispositions techniques	8.2 Apports de la commune de Beaurains	Modifier l'apport de Beaurains en RH (-1 ETP)
	8.3 Apports complémentaires des communes d'Achicourt et de Beaurains	Modifier le calcul de la répartition des charges de fonctionnement : les participations des villes sont définies sur la base d'un budget prévisionnel, ajustées en n+1 selon le budget réalisé n, selon le même principe de répartition que stipulé à l'article 10 alinéa2

Considérant le projet d'avenant, je vous propose :

- d'accepter les modifications des articles susmentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant légal, à signer cet avenant n°1 à la convention d'entente intercommunale Achicourt-Beaurains.

ENTENTE INTERCOMMUNALE ACHICOURT BEURAINS – AVENANT N°1 – MODIFICATIONS



AVENANT N°1

CONVENTION D'ENTENTE INTERCOMMUNALE ENTRE LES VILLES D'ACHICOURT ET DE BEURAINS POUR LA CONSTRUCTION ET LE FONCTIONNEMENT D'UN EQUIPEMENT MUTUALISE DE LECTURE PUBLIQUE ET DU PCSESi DU SERVICE MUTUALISE

Vu les articles L 5221-1 et L 5221-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ; Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu la délibération n°29/06/2022-03-043 de la ville d'Achicourt en date du 29 juin 2022 relative au projet de construction et de fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique ;

Vu la délibération n°CM_2022_10_05_6 de la ville de Beaurains en date du 05 octobre 2022 relative au projet de construction et de fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique ; Entre :

La Commune d'Achicourt représentée par Monsieur le Maire Patrick LEMAIRE agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 18 octobre 2023 ; Et

La Commune de Beaurains représentée par Monsieur le Maire Pierre ANSART agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 05 octobre 2022 ; Il est tout d'abord rappelé ce qui suit :

Une convention d'entente a été signée le 11 octobre 2022 entre les communes d'Achicourt et de Beaurains pour la création d'un équipement de lecture publique.

Cette convention définit principalement le cadre attendu pour la future médiathèque, les règles de participation des villes aux projets et le futur fonctionnement de cet équipement.

A mesure de l'avancée du projet, et notamment dans la définition du futur service incarné par le PCSESi (Projet Culturel, Scientifique, Economique et Social intercommunal), il apparait des modifications à intégrer qui faciliteront la gestion du service mutualisé dans le temps. Ces modifications concernent :

- La gouvernance : donner à l'Entente la compétence de piloter le PCSESi ;
- L'organisation de service : les apports RH de la ville de Beaurains et les règles de répartition financière des charges de service (notamment au regard de l'évolution des équipes du début du projet à ce jour).

Afin d'assurer une organisation partagée, fluide et transparente au projet de service qui donnera vie à l'équipement il est convenu de modifier les chapitres et articles suivants :

CHAPITRES	ARTICLES/ALINEAS	MODIFICATIONS
Introduction	Titre et Exposé des motifs	Ajouter le pilotage du PCSESi
1 Dispositions générales	1-1 : Création	Ajouter le pilotage du PCSESi
	1-2 : Objet	Ajouter le pilotage du PCSESi
	5-1 La conférence intercommunale	Évolution de son objet au pilotage du PCSESi
	5-2 Désignation des membres	Modifier la désignation au scrutin secret majoritaire de 3 membres titulaires et un suppléant par une organisation Adhoc
	5-4 Représentant de l'Etat	Modifier « représentant de l'Etat » par « Représentants des partenaires des communes » et intégrer dans l'alinéa l'ensemble des partenaires du projet MAB – construction et PCSESi
2 Dispositions techniques	8.2 Apports de la commune de Beaurains	Modifier l'apport de Beaurains en RH (-1 ETP)
	8.3 Apports complémentaires des communes d'Achicourt et de Beaurains	Modifier le calcul de la répartition des charges de fonctionnement : les participations des villes sont définies sur la base d'un budget prévisionnel, ajustées en n+1 selon le budget réalisé n, selon le même principe de répartition que stipulé à l'article 10 alinéa2

C'EST DANS CES CONDITIONS QU'IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : liste des éléments et articles à modifier

Le présent avenant a pour objet de modifier la rédaction de certaines dispositions de :

- Titre et exposé des motifs de la convention d'Entente Intercommunale (introduction) ;
- L'article 1.1 : Création ;
- L'article 1.2 : Objet ;
- L'article 5.1 : la conférence intercommunale ;
- L'article 5.2 : désignation des membres ;
- L'article 5.4 : représentant de l'État ;
- L'article 8.2 : Apports de la commune de Beaurains ;
- L'article 8.3 : Apports complémentaires des communes d'Achicourt et de Beaurains.

Les éléments portés à modification sont signalés en gras Article 2 :

Au titre et à « *l'exposé des motifs* » de la convention d'entente, il sera substitué le titre et « l'exposé des motifs » rédigés comme suit à ceux existant :

TITRE

Convention d'entente intercommunale entre les villes d'Achicourt et de Beaurains pour la construction et le fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique et du PCSESi du service mutualisé.

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre de leurs politiques culturelles respectives et plus particulièrement de leurs politiques de lecture publique, pour lesquelles un travail de coopération a été engagé depuis 2018 se concrétisant notamment en 2021 par les acquisitions mutualisées des supports et ouvrages des bibliothèques communales, les communes d'ACHICOURT et de BEAURAINS ont souhaité poursuivre leur travail de coopération et s'associer afin de :

- créer un équipement de lecture publique, dénommé « Médiathèque d'ACHICOURT – BEAURAINS » ;
- concevoir, piloter et mettre en œuvre un PCSESi (projet culturel, scientifique, économique et social intercommunal) d'une durée de 4 ans renouvelable.

Dans le cadre d'une coopération intercommunale conventionnelle.

Pour mettre en œuvre ce projet de création d'un équipement public et son fonctionnement à venir et du PCSESi il est apparu que le cadre le plus adapté était celui de l'entente intercommunale prévue à l'article L 5221-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) selon lequel « Deux ou plusieurs conseils municipaux peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires, une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes respectives. Des conventions peuvent être conclues pour cela à l'effet, en particulier, d'entreprendre des institutions d'utilité commune ».

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'entente intercommunale pour la création et la gestion d'un équipement mutualisé de lecture publique dénommé « Médiathèque d'ACHICOURT – BEAURAINS » et du PCSESi. Article 3 :

Au sein de l'article 1.1 « Création » de la convention d'entente, il sera substitué l'article à l'article 1.1 rédigé comme suit :

1.1 : Création

Il est créé entre les communes signataires une entente intercommunale qui prend la dénomination suivante : « Entente intercommunale ACHICOURT – BEAURAINS pour la création, la gestion d'un équipement mutualisé de lecture publique et le pilotage du PCSESi ».

Article 4 :

Au sein de l'article 1.2 « Objet » de la convention d'entente, il sera substitué l'article à l'article 1.2 rédigé comme suit :

1.2 : Objet

L'entente a pour objet la création et la gestion d'un équipement mutualisé de lecture publique ainsi que la création, le pilotage et la mise en œuvre du PCSESi dans le but de fournir aux communes signataires et aux 13 509 habitants qui composent cet ensemble territorial, un outil et un service mutualisé structurants au service de leurs politiques culturelles et plus particulièrement de promotion de lecture publique.

Article 5 :

Au sein de l'article 5.1 « La conférence intercommunale » de la convention d'entente, il sera substitué l'article à l'article 5.1 rédigé comme suit :

5.1 : La conférence intercommunale

Conformément aux dispositions de l'article L5221-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé une instance intitulée « Conférence intercommunale » au sein de laquelle les questions d'intérêt commun relatives à la construction, au fonctionnement et à la gestion de l'équipement mutualisé de lecture publique ainsi que la création, le pilotage et la mise en œuvre du PCSESi sont débattues.

Article 6 :

Au sein de l'article 5.2 « Désignation des membres » de la convention d'entente, il sera substitué l'article à l'article 5.2 rédigé comme suit :

5.2 : Désignation des membres

La conférence est composée des maires, membres de droit, de 4 représentants titulaires par commune et de deux membres suppléants. Les représentants titulaires et suppléants sont désignés par chaque conseil municipal en son sein, dans un délai maximum de 3 mois suivant la création de l'entente ou tout avenant modifiant l'article 5.2.

La durée du mandat de ces représentants est liée à leur mandat de conseiller municipal. Le conseil municipal dont ils sont issus peut néanmoins rapporter ce mandat de représentation et procéder à leur remplacement en vertu de l'article L 2121-33 du CGCT.

Chaque conseil municipal pourvoit à la vacance de ses représentants dans un délai de 3 mois à compter de la vacance.

Article 7 :

Au sein de l'article 5.4 « Représentant de l'État » de la convention d'entente, il sera substitué l'article à l'article 5.4 rédigé comme suit :

5.4 : Représentants des partenaires des communes

Les représentants de l'État et du Département, ainsi que tout partenaire et technicien des communes membres intéressés au projet peuvent assister à ces conférences si les communes le demandent.

Article 8 :

Au sein de l'article 8.2 « Apports de la commune de Beaurains » de la convention d'entente, il sera substitué l'article à l'article 8.2 rédigé comme suit :

8.2 : Apports de la commune de Beaurains

La Commune de BEAURAINS apportera les moyens matériels et en personnels du point lecture de BEAURAINS. Cet apport se concrétisera notamment par une mise à disposition des personnels concernés auprès de la commune d'ACHICOURT dans le cadre de la réglementation en vigueur et dans le respect des instances de dialogue social. Ces moyens se composent à la date de la signature de la présente convention :

- Du fonds documentaire existant ;
- De 1 salarié ;

- Dont 1 agent de catégorie C représentant 1 équivalent temps plein.

Article 9 :

Au sein de l'article 8.3 « Apports complémentaires des communes d'Achicourt de Beaurains » de la convention d'entente, il sera substitué l'article à l'article 8.3 rédigé comme suit :

8.3 : Apports complémentaires des communes d'Achicourt et de Beaurains

L'équipe de la future bibliothèque doit au minimum assurer 30 heures d'ouverture hebdomadaires selon les recommandations du schéma départemental de lecture publique, ainsi que des accueils de groupe. Au regard des moyens existants et du projet, les compétences suivantes seront nécessaires :

- Gestion bibliothéconomique de la bibliothèque, construction et mise en œuvre du Projet Culturel, Scientifique Educatif, et Social (PCSES) ;
- Animation scientifique et technique : Animation et développement de l'éducation aux sciences et sensibilisation à l'environnement ;
- Construction de dynamiques collectives entre habitants et avec l'institution, sur le modèle des espaces contributifs dits tiers lieux.

Par ailleurs, en fonction de l'engagement en matière d'usages numériques, des compétences spécifiques seront également nécessaires. Le cumul du temps passé aux différentes tâches (total horaire annuel) conduit à dimensionner l'équipe à 7.5 ETP soit 3.5 ETP supplémentaires.

Les parties s'entendent pour doter l'équipement des moyens nécessaires à son bon fonctionnement, selon des modalités qu'elles s'autorisent à préciser ultérieurement et par avenant à la présente convention.

Les communes s'entendent à porter solidairement le service en charge de l'équipement et du PCSESi. Ainsi, il est convenu que les participations financières des communes interviendraient comme suit sur la durée de la convention :

Coût global de fonctionnement du service de lecture publique mutualisé, intégrant les apports volontaires des communes en matière de ressources humaines	• *58% pour la commune d'Achicourt
	• *42% pour la commune de Beaurains

Selon les ratios définis à l'article 10.2

Les participations des villes sont définies sur la base d'un budget prévisionnel annuel, ajustées en n+1 selon le budget réalisé n, sur le même principe de répartition que stipulé à l'article 10.2.

La commune de BEAURAINS s'engage à verser la somme après validation du budget prévisionnel à réception du titre de recette accompagné des justificatifs sur le compte référencé suivant :

SERVICE DE GESTION COMPTABLE

D'ARRAS

16 PL DU MAL FOCH

62034 ARRAS CEDEX

RIB : 30001 00152 C6200000000 91

IBAN : FR90 3000 1001 52C6 2000 0000 091 BIC : BDFEFRPPCCT

Article 10 :

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024. Article 11 :

Les autres dispositions de la convention d'entente qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires

A

Le

Le Maire de Beaurains

Le Maire d'Achicourt

Pierre ANSART

Patrick LEMAIRE

Jean-Louis PETIT :

Vous aviez la convention et elle a été légèrement modifiée. C'est la raison de cet avenant. Vous avez les modifications dans votre délibération sous forme de tableau. Vous avez la convention modifiée jointe. Je pensais que nous allions avoir un petit débat. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°2 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

3. Création de poste – référent initiatives jeunes à temps non complet

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L332-14 et L332-8, Conformément à l'article 34 de la Loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 16 novembre 2023.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Je vous propose de créer à compter du 1^{er} janvier 2024 :

1. Un poste de référent initiatives jeunes à temps non complet (25 heures hebdomadaires).

Sous la direction de la responsable du centre social, le/la référent(e) initiatives jeunes a pour rôle de participer à l'écriture, le pilotage et l'évaluation du projet « INITIATIVES JEUNES » inclus dans le Projet Social#5 et selon le modèle participatif global.

En charge de l'opérationnalisation du projet « INITIATIVES JEUNES » en accord avec les enjeux décidés. La gestion opérationnelle comprend le suivi particulier des activités du projet ainsi que la production de données d'analyse qualitatives et quantitatives liées aux objectifs définis et leur compilation notamment à l'aide de Concerto (espace-citoyens). Le projet « INITIATIVES JEUNES » comprend deux volets de développement :

1. L'accompagnement de projets jeunes à leur initiative. Il est sous-entendu de favoriser les initiatives dans le

processus éducatif du PEDT ;

2. Le déploiement de l'offre municipale en soutien de l'autonomisation des jeunes (la bourse au permis, la bourse aux projets, les échanges Erasmus, l'accompagnement à l'autonomie des jeunes en vacances, la Coopérative Jeunesse de Services, l'appui au secteur loisirs jeunesse 11-17 ans, le dispositif départemental : Sac Ados et l'organisation de séjours) ;

Le/la référent(e) est responsable :

- de l'obtention de l'agrément PS Jeunes (Prestation de Services Jeunes) auprès de la CAF du Pas-de-Calais (gestion technique, financière et opérationnelle des ressources associées au projet et à leur développement en fonction des orientations décidées) ;
- de la recherche de partenaires financiers (coordination, prospective partenariale, entretien, enrichissement du partenariat technique et d'expertise).

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des adjoints d'animation.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par des contractuels relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'expérience professionnelle dans le secteur de l'animation.

Le contrat 3-2 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles 3-3 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 et suivants.

Jean-Louis PETIT :

C'est le poste qui était occupé par Kevin HUTIN qui ne souhaite plus l'occuper pour des raisons d'horaire. Ce poste est occupé par Noémie LEMIRE à titre temporaire jusqu'au 31 décembre. C'est la jeune femme qui avait encadré la coopérative jeunesse de service. Le poste est à pourvoir à compter du début de l'année 2024. Vous avez l'étendue des missions. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°3 ADOPTÉ Avec 1 abstention

4. Modification du tableau des effectifs 1^{er} janvier 2024 – Mutation

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 16 novembre 2023.

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Afin de permettre le recrutement d'un/ une responsable du CCAS de la Commune sans impacter de façon importante le Budget de ce dernier, je vous propose la mutation d'un agent actuellement affecté au CCAS dans les effectifs de la Commune.

Je vous propose de créer à compter du :

1^{er} janvier 2024 :

- 1 emploi permanent d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 et suivants.

Jean-Louis PETIT :

Il s'agit de la mutation d'un agent du CCAS dans les effectifs de la commune afin de permettre le recrutement ultérieur d'un ou d'une responsable du CCAS sans impacter de façon importante le budget. Il s'agit de Thérèse.

Eric VENEL :

Personnellement, je ne participerai pas au vote comme il s'agit d'un proche parent.

Jean-Louis PETIT :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°4 ADOPTÉ

5. Modification du tableau des effectifs 1^{er} janvier 2024

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 16 novembre 2023.

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Je vous expose la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'agent d'entretien, adjoint technique permanent à temps non complet à raison de 30 heures afin de compenser les heures de ménage effectuées au sein du service entretien :

Je vous propose de supprimer :

- 1 emploi permanent d'adjoint technique à temps non complet 30 heures hebdomadaires.

Et vous propose de créer à compter du :

1^{er} janvier 2024 :

- 1 emploi permanent d'adjoint technique à temps complet.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 et suivants.

Jean-Louis PETIT :

« Afin de compenser des heures de ménage effectuées au sein du service entretien, je vous propose de supprimer un poste d'adjoint technique non complet et je vous propose de créer à compter du 1^{er} janvier 2024 un poste d'adjoint technique à temps complet. Cela concerne Anne BERNAUX qui travaillera à temps complet. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°5 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

6. Modification du tableau des effectifs 1^{er} janvier 2024 à temps non complet

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 16 novembre 2023 ;

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Je vous expose la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'agent d'entretien, adjoint technique permanent à temps non complet à raison de 30 heures afin de compenser les heures de ménage effectuées au sein de la maison Coluche :

Je vous propose la suppression à compter du 1^{er} janvier 2024 :

- 1 emploi permanent d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe (emploi d'agent d'entretien) à temps non complet 30 heures hebdomadaires.

Et vous propose de créer à compter du 1^{er} janvier 2024 :

- 1 emploi permanent d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe (emploi d'agent d'entretien) à temps non complet 32 heures 30 hebdomadaires.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 et suivants.

Jean-Louis PETIT :

Cela concerne les heures de ménage effectuées à la Maison Coluche, je vous propose de supprimer un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps non complet et de créer à partir du 1^{er} janvier 2024, un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à 32 h 30. Cela concerne Soizic DECROIX. Bruno ne participe pas au vote. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°6 ADOPTÉ

7. Ecole municipale de musique mis à jour du tableau des emplois.

Monsieur ANSART expose :

La dernière délibération concernant l'école de musique datant du 1^{er} octobre 2015, je vous propose d'acter les modifications chaque année après la rentrée scolaire,

Ainsi pour l'année 2023 – 2024, je vous propose d'approuver les propositions suivantes à savoir :

- D'acter la durée hebdomadaire des postes suivants :
 - Le poste d'enseignement de hautbois à 0h45
 - Le poste d'enseignement de piano à 2h30
 - Le poste d'enseignement de percussions à 9h00
 - Le poste d'enseignement de cor d'harmonie à 1h00

- Le poste d'enseignement de saxophone à 5h30
- Le poste d'enseignement de clarinette à 5h30
- Le poste d'enseignement de trompette de 5h00
- Les postes d'enseignement formation musicale à 18h00
- Le poste de directeur de l'école municipale de musique de 6h45
- Le poste d'enseignement de flûte à 6h00
- Le poste d'enseignement de trombone et tuba à 3h15

Jean-Louis PETIT :

On vous propose d'acter les modifications. Il s'agit des heures d'ajustement à chaque rentrée scolaire. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°7 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

8. Participation à la prévoyance – Volet Santé – Indice médian et revalorisation de la participation communale 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 25 alinéa 6 ;

Vu le Décret n°2011-1174 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais retenant l'offre présentée par VYV - MNT au titre de la convention de participation ;

Vu la délibération en date du 9 décembre 2020 portant sur la protection sociale complémentaire / volet santé ;

Vu la délibération en date du 14 décembre 2022 portant sur la protection sociale complémentaire / volet santé ;

Vu l'avis du Comité Social Technique en date du 16 novembre 2023.

Considérant que la collectivité de Beaurains a adhéré à l'offre mutualisée par le biais d'une convention de participation pour le volet santé avec Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;

Monsieur ANSART expose :

En date du 1^{er} janvier 2021, la municipalité a adhéré à l'offre mutualisée avec le Centre de Gestion sur la protection sociale volet santé.

Par délibération du 9 décembre 2020, la collectivité s'est engagée à revoir chaque année l'indice médian, cet indice médian servant de pivot déterminant le montant de la participation de la commune aux agents.

Par délibération en date du 14 décembre 2022, la collectivité a fixé l'indice brut médian servant de pivot déterminant le montant de la participation de la commune aux agents à 460 et a revalorisé la participation de la commune à 30 € pour les agents dont l'indice brut de rémunération est inférieur ou égal à 460 et à 19 € pour les agents dont l'indice brut de rémunération est supérieur à 460 l'indice médian, cet indice médian.

Je vous propose pour l'année 2024 de fixer :

- L'indice médian à 465
- La participation employeur à :

32 € pour les agents dont l'indice brut de rémunération est inférieur ou égal à 465.

20 € pour les agents dont l'indice brut de rémunération est supérieur à 465.

Et de l'attribuer dans les mêmes conditions fixées par la délibération susvisée.

Jean-Louis PETIT :

On vous propose de recalculer comme chaque année l'indice médian. La participation de la commune passe de 460 à 465 et ainsi de donner un coup de pouce à nos agents en revalorisant la participation de 32 € au lieu de 30 € dont l'indice médian est inférieur ou égal à 465 et à 20 € au lieu de 19 € pour l'indice médian supérieur à 465. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°8 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

9. Dérogation au repos dominical pour l'année 2024

Monsieur ANSART expose :

La Loi du 6 août 2015, Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « Loi Macron » a modifié le Code du Travail en ce qui concerne notamment, le pouvoir du Maire de supprimer le repos dominical des salariés. Cette dérogation municipale vise à permettre à une ou plusieurs catégories de commerces de détail d'exercer son activité le dimanche avec le concours de salariés à l'occasion :

- D'une fête locale ;
- D'une manifestation commerciale ;
- Des dimanches qui précèdent les fêtes de fin d'année ;
- Des périodes de soldes, etc...

La liste des dimanches limitée à 12 par an est arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. La décision du Maire est prise après avis conforme de la Communauté Urbaine d'Arras au-delà de 5 dimanches.

Suite à la consultation des acteurs locaux le 13 novembre 2023, la liste des dérogations dominicales proposées s'établit comme suit pour l'année 2024 :

- Dimanches 14 janvier, 17 mars, 31 mars, 16 juin, 23 juin, 1^{er} septembre, 15 septembre, 13 octobre, 08 décembre, 15 décembre, 22 décembre et 29 décembre.

Je vous propose d'émettre un avis favorable à ce calendrier de dérogation au repos dominical.

Jean-Louis PETIT :

C'est une dérogation que nous passons chaque année qui vise à permettre à une ou plusieurs catégories de commerces à exercer leurs activités le dimanche ou jour férié ou à des occasions spécifiques. Suite à la consultation des acteurs locaux qui a eu lieu le 13 novembre dernier, vous avez la liste des dates des dimanches. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°9 ADOPTÉ AVEC 14 VOIX POUR, 5 CONTRES ET 3 ABSTENTIONS

10. Forfait Mobilité Durable

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le Code Général des Impôts, notamment son article 81 ;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment son article L. 136-1-1 ;

Vu le Code du Travail, notamment ses articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1 ;

Vu le Décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et

leur lieu de travail ;

Vu le Décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « Forfait Mobilité Durable » dans la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « Forfait Mobilité Durable » dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du Décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « Forfait Mobilité Durable » dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « Forfait Mobilité Durable » dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 16 novembre 2023.

Afin d'encourager le recours à des modes de transport plus écologiques, le « Forfait Mobilité Durable » est entré en vigueur le 11 mai 2020 pour les trois versants de la fonction publique (État, territoriale et hospitalière).

Le Forfait Mobilité Durable dont peuvent bénéficier les agents de la fonction publique a été étendu par Décret en date du 13 décembre 2022 de la manière suivante :

- Cumulable avec le remboursement partiel d'un abonnement de transport en commun ou d'abonnement à un service public de location de vélos pour les agents résidant en zone urbaine bénéficiant de réseaux de transport en commun et les agents résidant en zone rurale ou périurbaine ;
- Extension aux engins de déplacement personnel motorisés et à l'ensemble des services de mobilité partagée ;
- Réduction du nombre de jours de déplacement domicile-travail ouvrant droit au forfait à 30 jours. Le montant du forfait versé et toutefois proportionnel au nombre de déplacement domicile-travail réalisés par l'agent au cours de l'année civile ;
- Le montant maximal alloué lorsque le nombre de déplacement est de 100 jours ou plus par an est porté à 300 € au lieu de 200 € ;
- Toutefois, l'article 8 du Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 précise qu'un même abonnement ne peut donner lieu à une prise en charge au titre du Décret du 21 juin 2010 précité et à une prise en charge au titre du présent Décret.

Le FMD vise à couvrir tout ou partie des frais engagés par les agents au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail à l'aide d'un mode de transport alternatif et durable.

Les mobilités durables éligibles :

- Le déplacement pedestre ;
- Le covoiturage (passager comme conducteur) ;
- Le vélo classique ou électrique ;
- « Engins de déplacement personnel » motorisés (trottinettes électriques, mono-roues, gyropodes, hoverboard, etc.) ou non (trottinette, skate, etc.) : lorsque ces engins sont motorisés, le moteur ou l'assistance doivent être non thermiques ;
- Ensemble des services de mobilité partagée (autopartage) en location ou en libre-service de véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides, rechargeables ou à hydrogène).

La demande :

Les agents éligibles au dispositif peuvent prétendre à l'utilisation du forfait sur simple demande auprès de leur direction ou de leur hiérarchie avant le 31 décembre de l'année en cours pour en bénéficier l'année suivante.

Une nouvelle demande doit être déposée tous les ans car le dispositif n'est pas automatiquement reconduit.

La procédure de demande du forfait passe par le biais d'un formulaire spécifique.

Le versement :

Pour les agents publics, le FMD est versé l'année qui suit celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur auprès de l'employeur.

En cas de pluralité des employeurs, le forfait est versé à l'agent par chacun des employeurs selon un montant déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées : la prise en charge est calculée en proportion du temps travaillé par l'agent auprès de chaque employeur.

Les justificatifs à fournir :

Le FMD est versé à la stricte condition que les sommes allouées soient utilisées conformément à leur objet, précise le Décret du 9 mai 2020. En conséquence, l'agent doit être en mesure de produire des justificatifs de paiement ou une attestation sur l'honneur, pour chaque année civile.

Tout justificatif doit porter sur l'utilisation effective d'un ou plusieurs des moyens de déplacement visés par le forfait. Les agents doivent déposer une déclaration sur l'honneur auprès de leur employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé (si plusieurs employeurs, une déclaration doit être déposée auprès de chacun d'eux).

Les Décrets du 9 mai 2020 et du 9 décembre 2020 précisent que l'utilisation du vélo (mécanique ou à assistance électrique) par l'agent peut faire l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur. L'attestation sur l'honneur suffit généralement à justifier l'usage d'un vélo.

En cas de doute, rien n'empêche l'employeur de demander à l'agent de lui fournir un justificatif (factures d'achat, d'assurance ou d'entretien).

Les justificatifs pour le co-voiturage peuvent être :

- Un relevé de facture (si l'agent est le passager) ou de paiement (si l'agent est le conducteur) d'une plateforme de covoiturage ;
- Une attestation sur l'honneur du covoitureur, dans le cas où le covoiturage s'effectue en dehors d'une plateforme professionnelle ;
- Une attestation issue du registre de preuve de covoiturage (voici ici : <http://covoiturage.beta.gouv.fr>).

Le montant :

- 100 € pour une utilisation comprise entre 30 et 59 jours ;
- 200 € lorsque l'utilisation est comprise entre 60 et 99 jours ;
- 300 € pour une utilisation d'au moins 100 jours.

Les agents publics exclus :

Le FMD ne peut, en revanche, être attribué aux agents qui bénéficient :

- D'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- D'un véhicule de fonction ;
- D'un transport collectif (navette) gratuit entre le domicile et le lieu de travail ;
- D'un transport gratuit par l'employeur ;
- Des dispositions du Décret n°83-588 du 1^{er} juillet 1983 : personne ne pouvant utiliser les transports en commun en raison de l'importance de son handicap et bénéficiant, de ce fait, d'une allocation spéciale destinée à dédommager partiellement les frais de déplacement.

Je vous propose de bien vouloir m'autoriser à mettre en place, à compter du 1^{er} janvier 2024 le Forfait Mobilité Durable.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 et suivants.

Jean-Louis PETIT :

L'esprit de ce rapport c'est d'encourager le recours à des modes de déplacement alternatif à la voiture tels que la marche, le vélo, le co voiturage. Ce forfait est proposé aux agents qui utilisent l'un de ses moyens de transport pour les trajets domicile-travail. Pour obtenir ce versement, l'agent doit établir une déclaration sur l'honneur qui atteste de l'utilisation d'un de ses transports éligible au nombre de jours de déplacements réalisés. Vous avez des montants divers selon le nombre de jours. 100 € pour une utilisation comprise entre 30 et 59 jours, 200 € pour une utilisation entre 60 et 99 jours et 300 € pour une utilisation d'au moins 100 jours. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°10 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

11. AFR – renouvellement de ses membres

Monsieur ANSART expose :

L'arrêté Préfectoral du 4 mai 1999 a institué une Association Foncière de remembrement dans notre Commune.

Par délibérations du 21 septembre 2017 et du 27 janvier 2021, ont été désignés pour siéger au Conseil d'Administration, 4 propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de remembrement. Il s'agissait de Messieurs Guy COQUIDE, Daniel CAILLIEREZ, Franck GRESSIER, et Jean-Michel TOUZET.

Les articles R133-3 et R133-4 du Code Rural prévoit que le renouvellement de ces membres se fassent tous les six ans.

Je vous propose donc de désigner comme membres représentant la Commune Messieurs :

- Daniel CAILLIEREZ
- Guy COQUIDE
- Franck GRESSIER
- Jean-Michel TOUZET

Monsieur Pierre ANSART, Maire, étant membre de droit du Bureau de l'association foncière de remembrement de Beaurains.

Jean-Louis PETIT :

On doit procéder au renouvellement des membres de l'AFR. Monsieur le Maire propose de désigner : Daniel CAILLIEREZ, Guy COQUIDE, Franck GRESSIER et Jean-Michel TOUZET. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°11 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

12. Rétrocession d'un terrain dans le nouveau cimetière – AD12-C15

Monsieur ANSART expose :

Monsieur et Madame DE SADELEER-MOLINET Claude ont acheté dans notre nouveau cimetière le 06 novembre 2001, une concession de 3 m², pour une durée de 50 ans portant le N° 574 (référence AD12-C15).

Ces concessionnaires ont adressé un courrier à Monsieur le Maire, le 10 octobre 2023, l'informant qu'ils souhaitent rétrocéder leur concession, n'en ayant plus l'utilité.

Monsieur et Madame DE SADELEER-MOLINET Claude résidant 16, rue de la fraternité à Saint-Nicolas (62223), demandent à la commune de reprendre ce terrain aux conditions réglementaires, soit au prix de 73,17 € représentant les 2/3 du prix de 109,76 € payé lors de l'acquisition, le dernier tiers restant acquis définitivement au Centre Communal d'Action Sociale.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir autoriser cette rétrocession et remettre cette concession en vente.

Jean-Louis PETIT :

Par courrier en date du 10 octobre, Monsieur et Madame DE SADELEER-MOLINET Claude qui résident 16 rue de la Fraternité à Saint Nicolas demandent à la commune de reprendre ce terrain aux conditions réglementaires soit au prix de 73,17 € ce qui représente les 2/3 du prix acquitté, le dernier tiers restant acquis définitivement au CCAS. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°12 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

13. Rétrocession d'un terrain dans le nouveau cimetière – AD13-C01

Monsieur ANSART expose :

Vu la délibération en date du 11 octobre 2023.

Madame SAETTI-HERMANT Josiane a acheté dans notre nouveau cimetière le 26 décembre 2001, une concession de 3 m², pour une durée de 50 ans portant le N° 579 (référence AD13-C01).

Cette concessionnaire a adressé un courrier à Monsieur le Maire, le 06 avril 2023, l'informant qu'elle souhaite rétrocéder sa concession, n'en ayant plus l'utilité.

Madame Josiane SAETTI-HERMANT résidant 9, rue de Besançon à ACHICOURT (62217), demande à la commune de reprendre ce terrain aux conditions réglementaires, soit au prix de 73,17 € représentant les 2/3 du prix de 109,76 € payé lors de l'acquisition, le dernier tiers restant acquis définitivement au Centre Communal d'Action Sociale.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir autoriser cette rétrocession et remettre cette concession en vente.

Jean-Louis PETIT :

Le courrier date du 6 avril, cela concerne Madame Josiane SAETTI-HERMANT domiciliée 9 rue de Besançon à Achicourt et qui demande à la commune de reprendre son terrain aux conditions réglementaires soit 73,17 € ce qui représente les 2/3 du prix acquitté, et le reste pour le CCAS. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°13 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

14. Adhésion au dispositif Pass Jeunes 2024

Monsieur PETIT expose :

Le Projet Social du Centre Social Municipal Chico Mendès prévoit dans ses objectifs en direction du public 11-17 ans le développement de la pratique des loisirs, du sport et de la culture.

Dans cette optique, la municipalité de BEAURAINS souhaite poursuivre le dispositif « Pass Jeunes » promu par la Ville d'ARRAS, soutenu par un partenariat associatif et économique du territoire.

L'enjeu de ce dispositif étant un programme d'activités éducatives et qualitatives au public adolescent.

Il vous est donc proposé :

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de partenariat pour le dispositif « Pass Jeunes » ;
- de proposer aux familles un tarif de 10 € pour l'acquisition d'une carte d'adhésion au dispositif simple et de 25 € pour le dispositif avec la carte de transport (ARTIS).

À compter du 1^{er} janvier 2024 pour la Commune, le coût du Pass Jeunes sera de 45 € par jeune hors carte de transport et de 75 € avec carte de transport.

Les crédits nécessaires figureront au budget de l'exercice 2024.

Jean-Louis PETIT :

C'est la reconduction du dispositif que vous connaissez désormais. Projet qui est lié à d'autres communes notamment Arras. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°14 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

15. Prise en charge des formations BAFA 2024

Monsieur PETIT expose :

Dans le cadre de la signature de la Convention Territoriale Globale, la ville de Beaurains participe au financement des Brevets d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) pour une somme globale de 3 650,00 € au titre de l'année 2024 :

- en prenant en charge la totalité ou en complément de toutes aides annexes (Département, CAF, Comité d'entreprise...) des frais liés à la session de formation générale.

Les formations d'approfondissement ou de formation générale seront remboursées aux stagiaires sur deux sessions d'été sur présentation d'un justificatif de paiement :

- à hauteur de 50 %, lors de la 1^{ère} année ;

et,

- à hauteur de 50 %, lors de la 2^{ème} année.

Exceptionnellement, après décision de l'autorité territoriale, la formation d'approfondissement pourra être prise en charge dans le cas où le stagiaire a financé en totalité sa formation générale.

Ce dispositif s'adresse uniquement aux jeunes, de plus de 16 ans, domiciliés à Beaurains.

Je vous propose donc d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à :

- signer tout document relatif à la présente ;
- de prévoir les dépenses au budget primitif 2024.

Jean-Louis PETIT :

On a repassé la délibération pour être plus clair pour les services payeurs. Il s'agit de reconduire la prise en charge des formations BAFA et BAFD aux personnes domiciliées à Beaurains. Autant vous dire que des BAFD nous n'en avons pas puisque c'est notre personnel qui dirige mais on ne sait jamais. Vous avez les modalités de remboursement : en général on avance la 1^{ère} partie mais on peut aussi payer la 2^{ème} si la personne a payé elle-même la première. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°15 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

16. Bourse au permis de conduire 2024

Monsieur PETIT expose :

Pour favoriser l'accès des jeunes au permis de conduire, la Ville de Beaurains a décidé de reconduire le dispositif de la bourse au permis de conduire en 2024.

Cette bourse s'adressera à des jeunes de la Ville de Beaurains âgés de 18 à 25 ans.

Le budget annuel alloué pour l'action s'élèvera à 2 000,00 € et sera attribué selon les modalités techniques et financières définies lors de la délibération du Conseil Municipal du 21 février 2008.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- reconduire le dispositif « bourse au permis de conduire » pour l'année 2024 ;
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2024.

Jean-Louis PETIT :

On reconduit le dispositif bourse au permis de conduire 2024 ; c'est toujours pour un jeune beaurinois de 18 à 25 ans. Le budget annuel est de 2 000 €.

Bruno BERGOGNON :

A partir du 1^{er} janvier 2024, les jeunes de 17 ans pourront passer le permis. Un jeune de 17 ans peut faire la demande de bourse au permis.

Jean-Louis PETIT

Vous savez qu'il y a une contre partie car le jeune va donner des heures de bénévolat en fonction du montant de la bourse. Le but c'est de faire de l'insertion, pour trouver un emploi ou se déplacer. Est-ce qu'on modifie la délibération en mettant de 17 à 25 ans ? Le décret est sorti ? Si c'est acté, il faut le mettre à 17 ans. On est d'accord pour la modification du texte de de 17 à 25 ans. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°16 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Jean-Louis PETIT :

2 000 € ça va vite. On a oublié lors de l'installation du conseil municipal de dénommer les membres mais si cela vous intéresse on en fixera une commission avant la fin de l'année. Il faut que les jeunes soient disponibles. Les dossiers sont déjà complets. Il y a des dossiers en attente. Je pense à Axel MORTREUX, cela fait longtemps qu'il a déposé son dossier. Il a déjà commencé la formation théorique.

17. Accueil des enfants des Communes de Boiry-Becquerelle, Boisleux-au-Mont et Boisleux-Saint-Marc

Monsieur PETIT expose :

Depuis plusieurs années, des enfants des communes de Boiry-Becquerelle, Boisleux-au-Mont et Boisleux-Saint-Marc sont accueillis sur les accueils de loisirs vacances de la commune de Beaurains.

En effet, le nombre de demandes dans ces villages n'est pas suffisant pour organiser un accueil de loisirs.

Afin de limiter la charge financière incombée aux familles, les communes prennent en charge la différence entre le tarif « extérieurs » et le tarif « beaurinois » pour ces familles (valables pour le fonctionnement, la restauration et la garderie).

Il est proposé d'harmoniser le fonctionnement de ce partenariat de la manière suivante :

- les familles réserveront (via le portail espace-citoyens de Beaurains) les semaines souhaitées en tarification « extérieurs » ;
- elles fourniront ensuite la facture à la mairie de leur commune qui effectuera le remboursement de la différence entre le tarif « extérieurs » et le tarif « beaurinois » ;
- cette disposition sera applicable à compter de janvier 2024 et pour tous les accueils de loisirs de l'année en cours (hiver, printemps, été et automne) ;
- la commune de Beaurains s'engage à communiquer les tarifs en vigueur aux autres communes ;
- il sera également rappelé aux élus des communes de Boiry-Becquerelle, Boisleux-au-Mont et Boisleux-Saint-Marc qu'il sera tenu compte de notre capacité d'accueil ; les enfants beaurinois demeurant prioritaires selon les modalités d'inscription en vigueur.

Cette disposition sera bien entendu reconductible sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties au vu d'une convention établie pour chaque

commune. Il est demandé :

- d'accepter le principe de cette organisation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes pièces utiles à sa mise en œuvre.

CONVENTION

ENTRE

La Commune de Beaurains, représentée par son Maire, Pierre ANSART, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 mai 2020 et rendue exécutoire par sa publication et l'envoi en Préfecture d'Arras, le 29 mai 2020

ET

La Commune de, représentée par son Maire,, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date duet rendue exécutoire par sa publication et l'envoi en Préfecture d'Arras le

IL EST CONVENU

ARTICLE 1 : OBJET

La Commune de Beaurains organise chaque année des accueils de loisirs sans hébergement durant les vacances scolaires.

La présente convention a pour objet d'autoriser les enfants de la Commune de à s'inscrire, en fonction des disponibilités, aux accueils de loisirs de la Commune de Beaurains et de définir les modalités de prise en charge des frais de fonctionnement.

ARTICLE 2 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable ensuite par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois avant la date d'échéance.

Le point de départ de la présente convention est fixé au 1^{er} janvier 2024.

ARTICLE 3 : MODALITÉ DE FONCTIONNEMENT DES ACCUEILS DE LOISIRS

La commune de Beaurains s'engage à fournir les délibérations fixant les tarifs et l'organisation des accueils de loisirs chaque année.

ARTICLE 4 : TARIFICATION ET FACTURATION

Les tarifs applicables aux enfants de la Commune de seront ceux adaptés aux enfants extérieurs qui fréquentent les accueils de loisirs.

La Commune de..... prendra en charge la différence entre les tarifs « extérieurs » et les tarifs « beaurinois » sous présentation des familles de factures acquittées.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

La Commune de Beaurains déclare avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile qui couvre le risque d'organisation des accueils de loisirs auprès de son assureur.

Fait à Beaurains, le

Commune de

Le Maire,

.....

Commune de Beaurains

Le Maire,

Pierre ANSART

Jean-Louis PETIT :

C'est l'uniformisation de la délibération. Ils peuvent inscrire leurs enfants, ils sont qualifiés d'extérieurs prioritaires. On s'engage à fournir nos tarifs et ils se font rembourser de la différence auprès de leur municipalité. Pour information, cet été, cela a concerné 5 familles. C'est dans la limite des places disponibles. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°17 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

18. Récupération des eaux pluviales des bâtiments publics – Demande de mobilisation de fonds

Monsieur VENEL expose :

A travers la charte Bello Ramo la ville s'est engagée dans une dynamique de ville résiliente et active dans la transition écologique nécessaire à plus d'un titre. La charte a ainsi permis de modifier l'organisation de la ville pour diminuer fortement son impact (éclairage, vitesse, traitement des espaces verts...) et augmenter les actions favorisant la prise de conscience et renouant le lien de la population avec ses espaces naturels (arborétum, vergers libres, jardins partagés...).

A travers son plan EAU l'État définit le cadre d'action et les enjeux particuliers liés à cette ressource dans un contexte de tension particulier : la sobriété, la disponibilité, la qualité de la ressource ainsi qu'une réponse ambitieuse et concertée face aux crises de sécheresse.

Les objectifs de la stratégie nationale :

- Organiser la sobriété des usages de l'eau pour tous les acteurs ;
- Optimiser la disponibilité de la ressource ;
- Préserver la qualité de l'eau et restaurer des écosystèmes sains et fonctionnels ;
- Mettre en place les moyens d'atteindre ces ambitions ;
- Être en capacité de mieux répondre aux crises de sécheresse ;
- Des engagements tenus.

En appui de ce plan la ville va accélérer sa transition en se mobilisant pour une gestion raisonnée et intelligente des ressources naturelles et, à son niveau de compétence, agir concrètement sur différents leviers :

- Systématiser la problématique de l'eau dans ses projets structurants à venir : consommation raisonnée, récupération des eaux pluviales, infiltration optimisée... ;
- Optimiser la ressource dans les bâtiments et espaces publics existants : analyser en détail les usages actuels, définir une planification rapide des changements d'usages ;
- Sensibiliser les équipes municipales (élus et salariés) et le grand public pour une action la plus large et impactante possible ;
- Évaluer l'impact de mesures engagées.

Afin d'engager ce virage profond et ambitieux la ville de Beaurains entend s'appuyer sur les compétences de tout partenaire en capacité de soutenir par quelques moyens que ce soit (ingénierie, finances, techniques, humains, animations) la stratégie Eau de la Charte Bello-Ramo.

Compte tenu de ce qui précède, il est convenu ce qui suit :

- D'autoriser la mobilisation de fonds spéciaux ou non sur le sujet de la transition écologique et particulièrement concernant la gestion des ressources naturelles auprès des partenaires publics et privés de la ville, et de signer l'ensemble des documents s'y rapportant ;
- De déployer les projets de la charte Bello Ramo sur le territoire communal, au regard des aides obtenues.

Eric VENEL :

Sur cette charte il y a un volet sur l'eau sur la préservation de la ressource en eau. Parallèlement à travers son plan eau, l'Etat définit le cadre particulier lié à cette ressource dans un contexte de tension particulier : la sobriété, la disponibilité, la qualité de la ressource ainsi qu'une réponse ambitieuse et concertée face aux crises de sécheresse. Vous avez la liste des objectifs nationaux dans la délibération. En appui de ce plan, la ville de Beaurains va accélérer sa transition en se mobilisant pour une gestion raisonnée et intelligente des ressources naturelles et à son niveau de compétence agir concrètement sur différents leviers. Systématiser la problématique de l'eau dans ses projets structurants à venir, consommation raisonnée, récupération des eaux pluviales, infiltration optimisée. Il y a notamment un projet de récupération des eaux au centre social dans le cadre des travaux qui sont entrepris. Optimiser la ressource dans les bâtiments et espaces publics existants et sensibiliser les équipes municipales et le grand public pour une action la plus large et impactante possible. Evaluer l'impact sur les mesures engagées. Avant d'engager ce virage profond et ambitieux la ville de Beaurains entend s'appuyer sur les compétences de tout partenaire en capacité de soutenir par quelques moyens que ce soit la stratégie eau de la Charte Bello-Ramo. Compte tenu de ce qui précède, il est convenu ce qui suit : autoriser la mobilisation de fonds spéciaux ou non sur le sujet de la transition écologique et particulièrement concernant la gestion des ressources naturelles auprès des partenaires publics et privés de la ville et de signer l'ensemble des documents s'y rapportant, de déployer les projets de la charte Bello Ramo sur le territoire communal au regard des aides obtenues.

Jean-Louis PETIT :

« Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ? »

RAPPORT N°18 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

19. Enquête publique - demande d'autorisation environnementale - ROLL GOM

Monsieur VENEL expose :

Par arrêté en date du 29 septembre 2023, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais nous informe qu'il a ouvert du 27 octobre 2023 au 28 novembre 2023 inclus, une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la Société ROLL GOM, dont le siège social est situé rue René Laennec (62217) TILLOY LES MOFFLAINES, en vue d'exploiter un centre de transit-regroupement de déchets d'entretien et réparation automobile sur la commune de TILLOY LES MOFFLAINES.

Conformément à sa lettre du 29 septembre 2023 et aux dispositions de l'article 9 de son arrêté précité, il appartient au Conseil Municipal de donner son avis dès l'ouverture de l'enquête et avant le 6 décembre 2023.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous inviter à délibérer sur la demande présentée par la Société ROLL GOM.

La société ROLL GOM exploite déjà un site soumis à autorisation sur la commune de TILLOY LES MOFFLAINES, spécialisé dans la fabrication de roues à bandage de caoutchouc recyclé issues de pneumatiques usagés traités sur le site et de plastique recyclé.

Le présent projet de cette société porte sur la création de l'exploitation d'un nouveau site, indépendant et séparé du site actuel par la rue Laennec, afin d'y réaliser une activité de regroupement d'huiles minérales usagées et de liquides de refroidissement ainsi que l'entreposage provisoire de déchets provenant de la réparation automobile (pneumatiques usagés, batteries, filtres à huiles conditionnées...).

Le dossier d'étude d'impact montre que :

- la gestion des eaux pluviales apparaît maîtrisée et conforme au règlement communautaire ;
- le risque de pollution du sol et du sous-sol apparaît maîtrisé ;
- une modélisation des effets réalisée à partir du logiciel Flumilog permet l'analyse des risques technologiques et démontre qu'en cas d'accident, les effets ne sortent pas du site ;
- les émissions du site dans l'atmosphère apparaissent comme inexistantes, sauf pour celles émanant du rejet des échappements des camions assurant l'acheminement et l'enlèvement des déchets ;
- L'impact du projet sur la biodiversité est faible.

La mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France, pour sa part, a rendu un avis comportant des recommandations :

- Vérifier l'absence de rejets atmosphériques effectifs provenant du stockage d'huiles minérales et liquides de refroidissement après mise en service du projet ;
- Établir un bilan des émissions des gaz à effet de serre, en y intégrant les émissions indirectes et étudier les mesures permettant de réduire ces émissions ;
- Compléter l'étude d'impact concernant la biodiversité. En effet, les premières études montrent la présence d'espèces protégées d'oiseaux et de chauves-souris sur le site ainsi que des plantes exotiques envahissantes.

Le répertoire des espèces de chiroptères observés recense notamment la présence de la Pipistrelle de Nathusius, l'Oreillard sp, la Sérotine commune et la Sérotine sp qui sont quasi menacées.

- L'attention est apportée sur la nécessité de planter des haies permettant de préserver une zone de chasse et de transit pour ces espèces.

Je vous propose d'émettre un avis favorable à ce projet, en demandant à ce que les recommandations de la mission régionale d'autorité environnementale des Hauts-de-France soient prises en compte et, notamment les mesures en faveur de la préservation de la faune et plus particulièrement des chiroptères, ainsi qu'une surveillance des rejets en gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Eric VENEL :

Par arrêté en date du 29 septembre, monsieur le Préfet nous informe qu'il a ouvert du 27 octobre au 28 novembre inclus, une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société ROLL GOM, dont le siège social est à Tilloy les Mofflaines. Il appartient au conseil municipal de donner son avis sur cette enquête avant le 6 décembre donc aujourd'hui. La société ROLL GOM exploite déjà un site soumis à autorisation sur la commune de Tilloy et elle veut étendre son activité. Le projet c'est l'exploitation d'un nouveau site indépendant et séparé du nouveau site afin d'y réaliser une activité de regroupement d'huiles minérales usagées et de liquides de refroidissement ainsi que l'entreposage provisoire de déchets provenant de la réparation automobile. Le dossier d'étude d'impact montre que la réglementation a été respectée dans les différents domaines. Par contre, le dossier d'impact montre que l'impact du projet sur la biodiversité est faible mais la mission régionale d'autorité environnementale des Hauts-de-France a pour sa part rendu un avis portant des recommandations : vérifier l'absence de rejet atmosphérique provenant des produits stockés, établir un bilan des émissions de gaz à effet de serre en y intégrant des émissions indirectes et étudier les mesures permettant de réduire ces émissions. Il faut savoir que dans l'étude d'impact les émissions dues au transport des déchets n'ont pas été prises en compte et compléter l'étude d'impact concernant la biodiversité et notamment parce que cette étude d'impact a été faite en période de non-reproduction donc a été faite en automne et une étude faite en automne n'a pas trop d'intérêt. Des espèces particulières ont été recensées des espèces qui sont menacées et pour cela de planter des haies pour les préserver. Je vous propose d'émettre un avis favorable à ce projet en demandant que les recommandations de la mission régionale d'autorité environnementale des Hauts-de-France soit prises en compte.

Jean-Louis PETIT :

« Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ? »

RAPPORT N°19 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

20. Entretien des terrains de football de la ville de Beaurains

Monsieur DUPOND expose :

Le contrat passé avec la société ID VERDE à la suite de la commission d'appel d'offres du 11 mars 2021 arrive à terme le 31 mars 2024. Il avait été établi pour 3 années.

Je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à :

Lancer une mise en concurrence en procédure adaptée pour le renouvellement de l'entretien des terrains de football de la ville de Beaurains. Le cahier des charges sera établi par nos services en lien avec tous les acteurs. Le montant actuel du budget de l'entretien des terrains de football est de l'ordre de 46 566 € annuel (basé 2021) et 47 541 € annuel (basé sur 2022). Le contrat étant prévu pour 3 ans (un an renouvelable 2 fois par tacite reconduction).

Jean-Louis PETIT :

On a jusqu'au vendredi 12 heures pour prévenir le District quand on ferme les terrains. Nous n'avons plus qu'équipe en ligue. Quand on a des doutes, on va le vendredi sur place. C'est-à-dire pas de match, pas d'entraînement. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°20 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

21. Mobilisation du fond DATL 2024

Monsieur DUPOND expose :

La Région Hauts-de-France se mobilise aux côtés des collectivités locales sur les territoires de la politique de la ville par le fond spécifique DATL – Développement Aménagement du Territoire et Littoral.

Ce fond valorise les actions en direction des publics de ces territoires en insistant sur la place des habitants de l'émergence à la réalisation des actions.

Au-delà d'actions structurantes dans les quartiers qui concernent le mobilier urbain, la sécurité, la création d'espaces de vie, de nature et d'expression, la visée reste principalement sociale.

Ainsi, la commune a décidé d'inscrire plusieurs actions significatives pour poursuivre la consolidation du lien social sur son territoire :

- La médiation culturelle ;
- Les événements solidaires ;
- La CJS (Coopérative Jeunesse de Services) ;
- Le FTU (Fond de Travaux Urbains).

Afin de mener à bien ces opérations, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à :

- solliciter auprès de la Région Hauts-de-France le fond DATL et de signer tous documents s'y rapportant.

Cédric DUPOND :

Comme chaque année, on fait une demande à la Région pour le fond DATL pour un certain nombre d'actions

du centre social comme la médiation culturelle, les évènements solidaires, la coopérative jeunesse de services, le FTU sachant que comme il restait des fonds on a aussi subventionné la fresque qu'on va inaugurer à l'école Jean MOULIN. On utilise tous les moyens pour financer les actions.

Jean-Louis PETIT :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°21 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

22. Avances sur subventions 2024

Monsieur DUPOND expose :

Le vote au Budget Primitif 2024 n'intervenant qu'en avril 2024, il nous faut assurer dès à présent les besoins en trésorerie des associations auxquelles la ville de Beaurains apporte annuellement son concours.

Ces versements peuvent être règlementairement effectués avant le vote du budget à condition qu'une liste nominative des crédits attribués soit approuvée par le Conseil Municipal.

En conséquence, je vous propose de décider du principe d'une avance sur subventions dans la limite des crédits inscrits au budget 2023 et selon la liste ci-après. La liste définitive des subventions attribuées au titre de l'année 2024 sera reprise au Budget Primitif 2024 conformément à l'instruction 8F147MO du 20/11/1985.

Associations	Subventions allouées 2023	Avances 2024
Sports		
Beaurains basket ball	3 200 €	1 200 €
ASB football	11 000 €	4 000 €
Finances		
Beaurains animation	25 000 €	7 000 €
CEPM	30 000 €	10 000 €

L'ensemble de ces crédits seront repris au compte 65748 du Budget Primitif de l'exercice 2024.

Cédric DUPOND :

Comme on le fait chaque année au dernier conseil de l'année ou au début de l'année, on fait des avances pour les associations : Beaurains basket ball, ASB football, Beaurains animation et le CEPM.

Jean-Louis PETIT :

Bruno et Gwenola ne votent pas. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°22 ADOPTÉ

23. Subventions Associations 2023

Monsieur DUPOND expose :

Le Conseil Municipal lors de sa séance du 05 avril 2023, a octroyé des subventions aux associations.

À la suite d'une étude complémentaire, je vous propose aujourd'hui d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

Associations	Subventions allouées 05/04/2023	Subventions 2023
Loisirs et Animation		
Club détente féminine	0 €	100 €
Santé et action sociale		
Beaurains Sang pour Sang	0 €	250 €

Les crédits seront pris sur le compte 65748 du budget de l'exercice 2023.

Cédric DUPOND :

2 subventions accordées à deux associations car les dossiers n'avaient pas pu être instruits. 100 € pour le Club de détente féminine et 250 € pour Beaurains sang pour sang. Les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2023.

Jean-Louis PETIT :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°23 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

24. Renouvellement de la ligne de Trésorerie Crédit Agricole 2024

Monsieur DUPOND expose :

Cela fait plusieurs années que nous contractualisons, auprès du Crédit Agricole, une ligne de trésorerie de 300 000 € qui nous permet dans un premier temps de régler les traitements des salaires dans l'attente des versements des dotations de l'État, et dans un second temps de régler différentes factures.

Cette ligne de trésorerie est renouvelable chaque année.

Je vous propose de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à reconduire ce contrat aux conditions suivantes :

Montant :	300 000 €
Durée :	1 an
Date d'effet :	1 ^{er} janvier 2024
Taux d'intérêt :	Euribor 3 mois moyenné (flooré à 0) + marge issus des conditions financières en attente.

Commission de réservation : 600 €, soit 0,20 % du montant réservé

Cédric DUPOND :

Comme chaque année, on vous propose de renouveler la ligne de trésorerie auprès du Crédit Agricole qui est la meilleure proposition pour un montant de 300 000 € pour une durée d'un an, euribor 3 mois et la marge qu'on ne connaissait pas encore. On attend les conditions financières de la banque. La commission de réservation a bien augmenté. Les taux ont augmenté. La banque gagne de l'argent quand même. Ligne de trésorerie qu'on rembourse au cours de l'année, on déclenche à certains moments et on rembourse en cours d'année.

Jean-Louis PETIT :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°24 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

25. Autorisation d'exécution partielle des nouvelles dépenses d'investissement 2024 avant le vote du budget primitif 2024

Monsieur DUPOND expose :

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1612-1 précise que dans le cas où le budget d'une Collectivité Territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la Collectivité Territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à l'échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la Collectivité Territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses nouvelles d'investissements, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, seront inscrits au budget lors de son adoption.

Suivant ces conditions, et notamment celles liées aux dépenses nouvelles d'investissement, le comptable est en droit de payer les mandats émis dans les limites ci-dessous :

Chapitre	Crédits Ouverts 2023	Autorisation de dépenses 2024
20-Immobilisations incorporelles	28 664,00 €	7 166 €
21-Immobilisations corporelles	247 000,46 €	61 750 €
23-Travaux en cours	571 534,21 €	142 884 €
Total	847 198,67 €	211 800 €

Il vous est demandé de bien vouloir approuver l'exécution partielle de nouvelles dépenses d'investissement avant le vote du budget 2024.

Cédric DUPOND :

Comme on l'a fait les années précédentes dans la limite des quarts des crédits du budget de l'exercice précédent afin que nos services puissent fonctionner avant le vote du budget en avril. Il faut noter la date Laurent dans le PV (**Conseil concernant le vote du Budget le 10 avril 2024**). Vous avez les montants des crédits ouverts en 2023. On a un quart des dépenses autorisées pour ce 1^{er} trimestre pour un total de 211 800 €.

Jean-Louis PETIT :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°25 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

26. Travaux en régie 2023

Monsieur DUPOND expose :

La Ville a réalisé des travaux d'équipement en régie, c'est-à-dire effectués par son personnel avec les fournitures qu'elle a achetées. En application de l'instruction sur la comptabilité des Communes, les dépenses relatives à ces travaux sont imputées sur les crédits prévus à cet effet, à la section de fonctionnement aux chapitres et articles correspondant à la nature des dépenses.

En fin d'exercice par une écriture globale annuelle, la valeur des travaux effectués est transférée pour ordre à la section d'investissement avec en contrepartie une recette du même montant à l'article intéressé de la section de fonctionnement. Je vous demande de bien vouloir accepter ces écritures pour ordre qui concernent les travaux suivants :

TRAVAUX EN RÉGIE 2023

<i>Article</i>	<i>Service</i>	<i>Nature Travaux</i>	<i>Fourniture en €</i>	<i>Main d'œuvre en €</i>	<i>Total en €</i>
21312	BATIMENT / JMTR	Réfection Peinture – Ecole Jean Moulin – N°4	4 092,00 €	1 495,20 €	5 587,20 €
21312	BATIMENT / JMTR	Création faux plafond – Ecole Jean Moulin	6 588,00 €	4 706,80 €	11 294,80 €
21312	BATIMENT / JMTR	Mise en sécurité - Remplacement porte de secours – Ecole Jean Moulin	5 282,08 €	1 656,90 €	6 938,98 €
21318	BATIMENT / CSTR	Démolition étage – centre social municipal	0,00 €	2 353,40 €	2 353,40 €
21318	BATIMENT / CSTR	Aménagement des services techniques	68 915,50 €	14 591,08 €	83 506,58 €
		TOTAL	84 877,58 €	24 803,38 €	109 680,96 €

L'écriture d'ordre s'équilibrant par l'émission d'un titre de recettes de 109 680,96 €.

Cédric DUPOND :

Comme chaque année, en fin d'exercice budgétaire, on doit constater le montant réel des travaux effectués en régie par nos services pour clôturer l'exercice avec un chiffre précis. L'écriture d'ordre s'équilibre à

109 680,96 €. Vous avez le détail des travaux effectués en régie par nos services.

Jean Louis PETIT :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°26 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Jean Louis PETIT :

Avant de clôturer Micheline à des informations à vous donner, concernant la distribution des colis.

Micheline :

Équipe n°1 Kemal avec une bénévole ; Équipe 2 : Patrice et Jean Jacques ; Équipe 3 : Jérémy et Dylan ; Équipe 4 : Vincent et Valérie DELEFORGE ; Équipe 5 : Reynald et Michel ; Équipe 6 : Sabine et Dominique BETREMIEUX ; Équipe 7 : Pierre et Marie-Paule ; Équipe 8 : Sylvie et Mathys ; Équipe 9 : Caroline avec une bénévole de création et savoir faire ; Équipe 10 : Jean louis et Carine ; Équipe 11 : Hervé et Christiane DUTERIEZ ; Équipe 12 : Anne et Bruno TENAGLIA ; Équipe 13 : Christelle et Axel MORTREUX ; Équipe 14 : Christina et Jérôme DELFORGE ; Équipe 15 : ;Équipe 16 : Cédric et Yves PETIT ; Équipe 17 : Annie BLONDEL et Bernard CATHELAIN ; Équipe 18 : Eric et Michel ANSART ; Équipe 19 : Bruno et Nathalie ; Équipe 20 : Jean Thierry et Quentin ; Équipe 21 : Christine et Loïc.

Jean Louis :

Avant que la séance ne soit terminée, Laurent est ce que l'on fait le correctif vis-à-vis du compte rendu précédant que nous avons approuvé ? On ne le fait pas, puisque ça va poser un problème de procédure. La phrase n'a pas été noté, mais elle a bien été dite qu'il y avait le conseil municipal du 6 décembre.

Cédric :

Si on a l'enregistrement c'est bien. On pourra l'écrire.

Jean louis :

C'est enregistré, Oui voilà.

La séance est close et levé.

Les prochains conseils municipaux auront lieu à 19h00 en salle du conseil municipal à la mairie de Beaurains les :

- mercredi 7 février 2024 et non le 14 février 2024
- mercredi 10 avril 2024 – Budget
- mercredi 12 juin 2024

Le secrétaire de séance :
Jean-Jacques SCOAZEC

Le Président de séance :
Jean-Louis PETIT